

No. 15410

MULTILATERAL

Convention on the prevention and punishment of crimes against internationally protected persons, including diplomatic agents (with resolution 3166 (XXVIII) of the General Assembly of the United Nations). Adopted by the General Assembly of the United Nations, at New York, on 14 December 1973

*Authentic texts: English, French, Chinese, Russian and Spanish.
Registered ex officio on 20 February 1977.*

MULTILATÉRAL

Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques [avec résolution 3166 (XXVIII) de l'Assemblée générale des Nations Unies]. Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York, le 14 décembre 1973

*Textes authentiques : anglais, français, chinois, russe et espagnol.
Enregistrée d'office le 20 février 1977.*

CONVENTION¹ SUR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DES INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES JOUISSANT D'UNE PROTECTION INTERNATIONALE, Y COMPRIS LES AGENTS DIPLOMATIQUES

Les Etats parties à la présente Convention,

Ayant présents à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations Unies concernant le maintien de la paix internationale et la promotion des relations amicales et de la coopération entre les Etats,

Considérant que les infractions commises contre les agents diplomatiques et autres personnes jouissant d'une protection internationale, en compromettant la sécurité de ces personnes, créent une menace sérieuse au maintien des relations internationales normales qui sont nécessaires pour la coopération entre les Etats,

¹ Entrée en vigueur le 20 février 1977 à l'égard des Etats ci-après, soit le trentième jour qui a suivi la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, conformément à l'article 17, paragraphe 1 :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>	
Bulgarie*	18 juillet	1974
Canada	4 août	1976
Chili	21 janvier	1977a
Chypre	24 décembre	1975a
Danemark	1 ^{er} juillet	1975
(Avec déclaration aux termes de laquelle, jusqu'à décision ultérieure, la Convention ne s'appliquera pas aux îles Féroé et au Groenland.)		
Equateur	12 mars	1975
Etats-Unis d'Amérique	26 octobre	1976
Ghana*	25 avril	1975a
Hongrie*	26 mars	1975
Libéria	30 septembre	1975a
Mongolie*	8 août	1975
Nicaragua	10 mars	1975
Pakistan*	29 mars	1976a
Paraguay	24 novembre	1975
Philippines	26 novembre	1976a
République démocratique allemande*	30 novembre	1976
République socialiste soviétique de Biélorussie*	5 février	1976
République socialiste soviétique d'Ukraine*	20 janvier	1976
Suède	1 ^{er} juillet	1975
Tchécoslovaquie*	30 juin	1975
Tunisie	21 janvier	1977
Union des Républiques socialistes soviétiques*	15 janvier	1976
Yougoslavie	29 décembre	1976

Par la suite, la Convention est entrée en vigueur à l'égard de l'Etat ci-après le trentième jour qui a suivi la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de son instrument de ratification, conformément à l'article 17, paragraphe 2 :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification</i>
Allemagne, République fédérale d'	25 janvier 1977
(Avec effet au 24 février 1977. Avec déclaration d'application à Berlin-Ouest.)	

*Voir p. 228 du présent volume pour les textes des déclarations et réserves faites lors de la ratification et de l'adhésion.

Estimant que la perpétration de ces infractions est un motif de grave inquiétude pour la communauté internationale,

Convaincus de la nécessité d'adopter d'urgence des mesures appropriées et efficaces pour la prévention et la répression de ces infractions,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Aux fins de la présente Convention :

1. L'expression «personne jouissant d'une protection internationale» s'entend :

- a) De tout chef d'Etat, y compris chaque membre d'un organe collégial remplissant en vertu de la constitution de l'Etat considéré les fonctions de chef d'Etat; de tout chef de gouvernement ou de tout ministre des affaires étrangères, lorsqu'une telle personne se trouve dans un Etat étranger, ainsi que des membres de sa famille qui l'accompagnent;
- b) De tout représentant, fonctionnaire ou personnalité officielle d'un Etat et de tout fonctionnaire, personnalité officielle ou autre agent d'une organisation intergouvernementale, qui, à la date et au lieu où une infraction est commise contre sa personne, ses locaux officiels, son domicile privé ou ses moyens de transport, a droit conformément au droit international à une protection spéciale contre toute atteinte à sa personne, sa liberté ou sa dignité, ainsi que des membres de sa famille qui font partie de son ménage;

2. L'expression «auteur présumé de l'infraction» s'entend de toute personne contre qui il y a des éléments de preuve suffisants pour établir de prime abord qu'elle a commis une ou plusieurs des infractions prévues à l'article 2 ou qu'elle y a participé.

Article 2. 1. Le fait intentionnel :

- a) De commettre un meurtre, un enlèvement ou une autre attaque contre la personne ou la liberté d'une personne jouissant d'une protection internationale;
- b) De commettre, en recourant à la violence, contre les locaux officiels, le logement privé ou les moyens de transport d'une personne jouissant d'une protection internationale une attaque de nature à mettre sa personne ou sa liberté en danger;
- c) De menacer de commettre une telle attaque;
- d) De tenter de commettre une telle attaque; ou
- e) De participer en tant que complice à une telle attaque;

est considéré par tout Etat partie comme constituant une infraction au regard de sa législation interne.

2. Tout Etat partie rend ces infractions passibles de peines appropriées qui prennent en considération leur gravité.

3. Les paragraphes 1 et 2 du présent article ne portent en rien atteinte aux obligations qui, en vertu du droit international, incombent aux Etats parties de prendre toutes mesures appropriées pour prévenir d'autres atteintes à la personne, la liberté ou la dignité d'une personne jouissant d'une protection internationale.

Article 3. 1. Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues à l'article 2 dans les cas ci-après :

- a) Lorsque l'infraction est commise sur le territoire dudit Etat ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé dans ledit Etat;
- b) Lorsque l'auteur présumé de l'infraction a la nationalité dudit Etat;

c) Lorsque l'infraction est commise contre une personne jouissant d'une protection internationale au sens de l'article premier, qui jouit de ce statut en vertu même des fonctions qu'elle exerce au nom dudit Etat.

2. Tout Etat partie prend également les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître de ces infractions dans le cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où il ne l'extrade pas, conformément à l'article 8, vers l'un quelconque des Etats visés au paragraphe 1 du présent article.

3. La présente Convention n'exclut pas une compétence pénale exercée en vertu de la législation interne.

Article 4. Les Etats parties collaborent à la prévention des infractions prévues à l'article 2, notamment :

a) En prenant toutes les mesures possibles afin de prévenir la préparation, sur leurs territoires respectifs, de ces infractions destinées à être commises à l'intérieur ou en dehors de leur territoire;

b) En échangeant des renseignements et en coordonnant les mesures administratives et autres à prendre, le cas échéant, afin de prévenir la perpétration de ces infractions.

Article 5. 1. L'Etat partie sur le territoire duquel ont été commises une ou plusieurs des infractions prévues à l'article 2, s'il a des raisons de croire qu'un auteur présumé de l'infraction s'est enfui de son territoire, communique à tous les autres Etats intéressés directement ou par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies tous les faits pertinents concernant l'infraction commise et tous les renseignements dont il dispose touchant l'identité de l'auteur présumé de l'infraction.

2. Lorsqu'une ou plusieurs des infractions prévues à l'article 2 ont été commises contre une personne jouissant d'une protection internationale, tout Etat partie qui dispose de renseignements concernant tant la victime que les circonstances de l'infraction s'efforce de les communiquer, dans les conditions prévues par sa législation interne, en temps utile et sous forme complète, à l'Etat partie au nom duquel ladite personne exerçait ses fonctions.

Article 6. 1. S'il estime que les circonstances le justifient, l'Etat partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction prend les mesures appropriées conformément à sa législation interne pour assurer la présence dudit auteur présumé de l'infraction aux fins de la poursuite ou de l'extradition. Ces mesures sont notifiées sans retard directement ou par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :

a) A l'Etat où l'infraction a été commise;

b) A l'Etat ou aux Etats dont l'auteur présumé de l'infraction a la nationalité ou, si celui-ci est apatride, à l'Etat sur le territoire duquel il réside en permanence;

c) A l'Etat ou aux Etats dont la personne jouissant d'une protection internationale a la nationalité ou au nom duquel ou desquels elle exerçait ses fonctions;

d) A tous les autres Etats intéressés; et

e) A l'organisation intergouvernementale dont la personne jouissant d'une protection internationale est un fonctionnaire, une personnalité officielle ou un agent.

2. Toute personne à l'égard de laquelle sont prises les mesures visées au paragraphe 1 du présent article est en droit :

- a) De communiquer sans retard avec le représentant compétent le plus proche de l'Etat dont elle a la nationalité ou qui est autrement habilité à protéger ses droits ou, s'il s'agit d'une personne apatride, qui est disposé, sur sa demande, à protéger ses droits; et
- b) De recevoir la visite d'un représentant de cet Etat.

Article 7. L'Etat partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et sans retard injustifié, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale, selon une procédure conforme à la législation de cet Etat.

Article 8. 1. Pour autant que les infractions prévues à l'article 2 ne figurent pas sur la liste de cas d'extradition dans un traité d'extradition en vigueur entre les Etats parties, elles sont considérées comme y étant comprises. Les Etats parties s'engagent à comprendre ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un Etat partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il peut, s'il décide d'extrader, considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition à l'égard de ces infractions. L'extradition est soumise aux règles de procédure et aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

3. Les Etats parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent ces infractions comme constituant entre eux des cas d'extradition soumis aux règles de procédure et aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. Entre Etats parties, ces infractions sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu du paragraphe 1 de l'article 3.

Article 9. Toute personne contre laquelle une procédure est engagée en raison d'une des infractions prévues à l'article 2 jouit de la garantie d'un traitement équitable à tous les stades de la procédure.

Article 10. 1. Les Etats parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions prévues à l'article 2, y compris en ce qui concerne la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article n'affectent pas les obligations relatives à l'entraide judiciaire stipulées dans tout autre traité.

Article 11. L'Etat partie dans lequel une action pénale a été engagée contre l'auteur présumé de l'infraction en communique le résultat définitif au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informe les autres Etats parties.

Article 12. Les dispositions de la présente Convention n'affecteront pas l'application des Traités sur l'Asile, en vigueur à la date d'adoption de ladite Convention, en ce qui concerne les Etats qui sont parties à ces Traités; mais un Etat partie à la présente Convention ne pourra invoquer ces Traités à l'égard d'un autre Etat partie à la présente Convention qui n'est pas partie à ces Traités.

Article 13. 1. Tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'est pas réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Tout Etat partie pourra, au moment où il signera la présente Convention, la ratifiera ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article. Les autres Etats parties ne seront pas liés par lesdites dispositions envers un Etat partie qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout Etat partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 14. La présente Convention sera ouverte à la signature à tous les Etats, jusqu'au 31 décembre 1974, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

Article 15. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 16. La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout Etat. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 17. 1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 18. 1. Tout Etat partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 19. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unie notifie à tous les Etats, entre autres :

- a) Les signatures apposées à la présente Convention et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion conformément aux articles 14, 15 et 16, ainsi que les notifications faites en vertu de l'article 18.
- b) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, conformément à l'article 17.

Article 20. L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, ouverte à la signature à New York le 14 décembre 1973.

FOR AFGHANISTAN:
POUR L'AFGHANISTAN:
阿富汗:
За Афганистан:
POR EL AFGANISTÁN:

FOR ALBANIA:
POUR L'ALBANIE:
阿尔巴尼亚:
За Албанию:
POR ALBANIA:

FOR ALGERIA:
POUR L'ALGÉRIE:
阿尔及利亚:
За Алжир:
POR ARGELIA:

FOR ARGENTINA:
POUR L'ARGENTINE:
阿根廷:
За Аргентину:
POR LA ARGENTINA:

FOR AUSTRALIA:
POUR L'AUSTRALIE:
澳大利亚:
За Австралию:
POR AUSTRALIA:

LAURENCE R. MCINTYRE
December 30, 1974

FOR AUSTRIA:
POUR L'AUTRICHE:
奥地利:
За Австрию:
FOR AUSTRIA:

FOR THE BAHAMAS:
POUR LES BAHAMAS:
巴哈马:
За Багамские острова:
FOR LAS BAHAMAS:

FOR BAHRAIN:
POUR BAHREÏN:
巴林:
За Бахрейн:
FOR BAHREIN:

FOR BANGLADESH:
POUR LE BANGLADESH:
孟加拉国:
За Бангладеш:
FOR BANGLADESH:

FOR BARBADOS:
POUR LA BARBADE:
巴巴多斯:
За Барбадос:
FOR BARBADOS:

FOR BELGIUM:
POUR LA BELGIQUE:
比利时:
За Бельгию:
POR BÉLGICA:

FOR BHUTAN:
POUR LE BHOUTAN:
不丹:
За Бутан:
POR BHUTÁN:

FOR BOLIVIA:
POUR LA BOLIVIE:
玻利维亚:
За Боливию:
POR BOLIVIA:

FOR BOTSWANA:
POUR LE BOTSWANA:
博茨瓦纳:
За Ботсвану:
POR BOTSWANA:

FOR BRAZIL:
POUR LE BRÉSIL:
巴西:
За Бразилию:
POR EL BRASIL:

FOR BULGARIA:
POUR LA BULGARIE:
保加利亚:
За България:
POR BULGARIA:

GUERO GROZEV¹
27.VI.1974
С оговоркой по ст. 13, п. 1²

FOR BURMA:
POUR LA BIRMANIE:
缅甸:
За Бирму:
POR BIRMANIA:

FOR BURUNDI:
POUR LE BURUNDI:
布隆迪:
За Бурунди:
POR BURUNDI:

FOR THE BYELORUSSIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:
白俄罗斯苏维埃社会主义共和国:
За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику:
POR LA REPÚBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE BIELORRUSIA:

VITALY S. SMIRNOV³
11.06.74⁴
С оговоркой по ст. 13, п. 1.⁵

¹ See p. 228 of this volume for the texts of the reservations and declarations made upon signature— Voir p. 228 du présent volume pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la signature.

² With a reservation to article 13(1)— Avec réserve à l'égard de l'article 13, paragraphe 1.

³ See p. 228 of this volume for the texts of the reservations and declarations made upon signature— Voir p. 228 du présent volume pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la signature.

⁴ 11 June 1974— 11 juin 1974.

⁵ With a reservation to article 13(1)— Avec réserve à l'égard de l'article 13, paragraphe 1.

FOR CAMEROON:
POUR LE CAMEROUN:
喀麦隆:
За Камерун:
POR EL CAMERÚN:

FOR CANADA:
POUR LE CANADA:
加拿大:
За Канаду:
POR EL CANADÁ:

SAUL F. RAE
26 June 1974

FOR THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:
中非共和国:
За Центральноафриканскую Республику:
POR LA REPÚBLICA CENTROAFRICANA:

FOR CHAD:
POUR LE TCHAD:
乍得:
За Чад:
POR EL CHAD:

FOR CHILE:
POUR LE CHILI:
智利:
За Чили:
POR CHILE:

FOR CHINA:

POUR LA CHINE:

中国:

За Китай:

FOR CHINA:

FOR COLOMBIA:

POUR LA COLOMBIE:

哥伦比亚:

За Колумбию:

FOR COLOMBIA:

FOR THE CONGO:

POUR LE CONGO:

刚果:

За Конго:

FOR EL CONGO:

FOR COSTA RICA:

POUR LE COSTA RICA:

哥斯达黎加:

За Коста-Рику:

FOR COSTA RICA:

FOR CUBA:

POUR CUBA:

古巴:

За Кубу:

FOR CUBA:

FOR CYPRUS:
POUR CHYPRE:
塞浦路斯:
За Кипр:
POR CHYPRE:

FOR CZECHOSLOVAKIA:
POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE:
捷克斯洛伐克:
За Чехословакию:
POR CZECHOSLOVAQUIA:

LADISLAV ŠMÍD¹
11 Oct. 1974

With reservation to article 13, para. 1²

FOR DAHOMEY:
POUR LE DAHOMEY:
达荷美:
За Дагомею:
POR EL DAHOMEY:

FOR THE DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA:
POUR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE:
朝鲜民主主义人民共和国:
За Корейскую Народно-Демократическую Республику:
POR LA REPÚBLICA POPULAR DEMOCRÁTICA DE COREA:

¹ See p. 228 of this volume for the text of the reservations and declarations made upon signature—Voir p. 228 du présent volume pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la signature.

² Avec réserve à l'égard de l'article 13, paragraphe 1.

FOR THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF VIET-NAM:
POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU VIET-NAM :
越南民主共和国：
За Демократическую Республику Вьетнам:
POR LA REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DE VIET-NAM:

FOR DEMOCRATIC YEMEN:
POUR LE YÉMEN DÉMOCRATIQUE:
民主也门：
За Демократический Йемен:
POR EL YEMEN DEMOCRÁTICO:

FOR DENMARK:
POUR LE DANEMARK:
丹麦：
За Данию：
POR DINAMARCA:

KNUD-ARNE HJERK ELIASEN
May 10th, 1974

FOR THE DOMINICAN REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:
多米尼加共和国：
За Доминиканскую Республику:
POR LA REPÚBLICA DOMINICANA:

FOR ECUADOR:
POUR L'ÉQUATEUR:
厄瓜多尔:
За Эквадор:
POR EL ECUADOR:

LEOPOLDO BENITES VINUEZA¹
Agosto 27 de 1974²

FOR EGYPT:
POUR L'ÉGYPTE:
埃及:
За Египет:
POR EGIPTO:

FOR EL SALVADOR:
POUR EL SALVADOR:
萨尔瓦多:
За Сальвадор:
POR EL SALVADOR:

FOR EQUATORIAL GUINEA:
POUR LA GUINÉE ÉQUATORIALE:
赤道几内亚:
За Экваториальную Гвинею:
POR GUINEA ECUATORIAL:

FOR ETHIOPIA:
POUR L'ÉTHIOPIE:
埃塞俄比亚:
За Эфиопию:
POR ETIOPÍA:

¹ See p. 228 of this volume for the texts of the reservations and declarations made upon signature—Voir p. 228 du présent volume pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la signature.

² 27 August 1974—27 août 1974.

FOR FIJI:
POUR FIDJI:
斐济:
За Фиджи:
POR FIJI:

FOR FINLAND:
POUR LA FINLANDE:
芬兰:
За Финляндию:
POR FINLANDIA:

AARNO KARHILO¹
May 10th, 1974

FOR FRANCE:
POUR LA FRANCE:
法国:
За Францию:
POR FRANCIA:

FOR GABON:
POUR LE GABON:
加蓬:
За Габон:
POR EL GABÓN:

FOR GAMBIA:
POUR LA GAMBIE:
冈比亚:
За Гамбию:
POR GAMBIA:

¹ See p. 228 of this volume for the texts of the reservations and declarations made upon signature—Voir p. 228 du présent volume pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la signature.

FOR THE GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC :
 POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE :
 德意志民主共和国：
 За Германскую Демократическую Республику :
 POR LA REPÚBLICA DEMOCRÁTICA ALEMANA :

PETER FLORIN¹
 23.5.1974

FOR GERMANY, FEDERAL REPUBLIC OF :
 POUR L'ALLEMAGNE, RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D' :
 德意志联邦共和国：
 За Федеративную Республику Германия :
 POR ALEMANIA, REPÚBLICA FEDERAL DE :

WOLF U. VON HASSELL¹
 8/15/74

Subject to the declaration contained in my letter of
 15 August 1974²

FOR GHANA :
 POUR LE GHANA :
 加纳：
 За Гану :
 POR GHANA :

FOR GREECE :
 POUR LA GRÈCE :
 希腊：
 За Грецию :
 POR GRECIA :

¹ See p. 228 of this volume for the texts of the reservations and declarations made upon signature— Voir p. 228 du présent volume pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la signature.

² Sous réserve de déclaration contenue dans ma lettre du 15 août 1974.

FOR GUATEMALA:

POUR LE GUATEMALA:

危地馬拉:

За Гватемалу:

FOR GUATEMALA:

A. MALDONADO AGUIRRE

December 12, 1974

FOR GUINEA:

POUR LA GUINÉE:

几内亚:

За Гвинею:

FOR GUINEA:

FOR GUINEA-BISSAU:

POUR LA GUINÉE-BISSAU:

几内亚 - 比绍:

За Гвинею-Бисау:

FOR GUINEA-BISSAU:

FOR GUYANA:

POUR LA GUYANE:

圭亚那:

За Гвиану:

FOR GUYANA:

FOR HAÏTI:

POUR HAÏTI:

海地:

За Гаити:

FOR HAÏTI:

FOR THE HOLY SEE:
POUR LE SAINT-SIÈGE:
教廷:
За Святейший престол:
POR LA SANTA SEDE:

FOR HONDURAS:
POUR LE HONDURAS:
洪都拉斯:
За Гондурас:
POR HONDURAS:

FOR HUNGARY:
POUR LA HONGRIE:
匈牙利:
За Венгрию:
POR HUNGRÍA:

IMRE HOLLAI¹
With attached reservations to article 13. para 1, of the
Convention.²
6 mars 1974

FOR ICELAND:
POUR L'ISLANDE:
冰島:
За Исландию:
POR ISLANDIA:

INGVI S. INGVARSSON
10th May 1974

¹ See p. 228 of this volume for the texts of the reservations and declarations made upon signature— Voir p. 228 du présent volume pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la signature.

² Avec réserves ci-jointes en vertu de l'article 13, paragraphe 1, de la Convention.

FOR INDIA:
POUR L'INDE:
印度:
За Индию:
POR LA INDIA:

FOR INDONESIA:
POUR L'INDONÉSIE:
印度尼西亞:
За Индонезию:
POR INDONESIA:

FOR IRAN:
POUR L'IRAN:
伊朗:
За Иран:
POR EL IRÁN:

FOR IRAQ:
POUR L'IRAK:
伊拉克:
За Ирак:
POR EL IRAK:

FOR IRELAND:
POUR L'IRLANDE:
爱尔兰:
За Ирландию:
POR IRLANDA:

FOR ISRAEL:
POUR ISRAËL:
以色列:
За Израиль:
FOR ISRAEL:

FOR ITALY:
POUR L'ITALIE:
意大利:
За Италию:
FOR ITALIA:

EUGENIO PLAJA
30/12/1974

FOR THE IVORY COAST:
POUR LA CÔTE D'IVOIRE:
象牙海岸:
За Берег Слоновой Кости:
FOR LA COSTA DE MARFIL:

FOR JAMAICA:
POUR LA JAMAÏQUE:
牙买加:
За Ямайку:
FOR JAMAICA:

FOR JAPAN:
POUR LE JAPON:
日本:
За Японию:
FOR EL JAPÓN:

FOR JORDAN:
POUR LA JORDANIE:
约旦:
За Иорданию:
FOR JORDANIA:

FOR KENYA:
POUR LE KENYA:
肯尼亚:
За Кению:
FOR KENIA:

FOR THE KHMER REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE KHMÈRE:
高棉共和国:
За Кхмерскую Республику:
FOR LA REPÚBLICA KHMER:

FOR KUWAIT:
POUR LE KOWEÏT:
科威特:
За Кувейт:
FOR KUWAIT:

FOR LAOS:
POUR LE LAOS:
老挝:
За Лаос:
FOR LAOS:

FOR LEBANON:
POUR LE LIBAN:
黎巴嫩:
За Ливан:
POR EL LÍBANO:

FOR LESOTHO:
POUR LE LESOTHO:
莱索托:
За Лесото:
POR LESOTHO:

FOR LIBERIA:
POUR LE LIBÉRIA:
利比里亚:
За Либерию:
POR LIBERIA:

FOR THE LIBYAN ARAB REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE:
阿拉伯利比亚共和国:
За Ливийскую Арабскую Республику:
POR LA REPÚBLICA ARABE LIBIA:

FOR LIECHTENSTEIN:
POUR LE LIECHTENSTEIN:
列支敦士登:
За Лихтенштейн:
POR LIECHTENSTEIN:

FOR LUXEMBOURG:

POUR LE LUXEMBOURG:

卢森堡:

За Люксембург:

FOR LUXEMBURGO:

FOR MADAGASCAR:

POUR MADAGASCAR:

马达加斯加:

За Мадагаскар:

FOR MADAGASCAR:

FOR MALAWI:

POUR LE MALAWI:

马拉维:

За Малави:

FOR MALAWI:

FOR MALAYSIA:

POUR LA MALAISIE:

马来西亚:

За Малайскую Федерацию:

FOR MALASIA:

FOR THE MALDIVES:

POUR LES MALDIVES:

马尔代夫:

За Мальдивы:

FOR LAS MALDIVAS:

FOR MALI:
POUR LE MALI:
马里:
За Мали:
POR MALÍ:

FOR MALTA:
POUR MALTE:
马耳他:
За Мальту:
POR MALTA:

FOR MAURITANIA:
POUR LA MAURITANIE:
毛里塔尼亚:
За Мавританию:
POR MAURITANIA:

FOR MAURITIUS:
POUR MAURICE:
毛里求斯:
За Маврикий:
POR MAURICIO:

FOR MEXICO:
POUR LE MEXIQUE:
墨西哥:
За Мексику:
POR MÉXICO:

FOR MONACO:
POUR MONACO:
摩纳哥:
За Монако:
POR MÓNACO:

FOR MONGOLIA:
POUR LA MONGOLIE:
蒙古:
За Монголию:
POR MONGOLIA:

TSEVEGZHAVYN PUNTSAGNOROV¹
23.VIII.1974

FOR MOROCCO:
POUR LE MAROC:
摩洛哥:
За Марокко:
POR MARRUECOS:

FOR NAURU:
POUR NAURU:
瑙鲁:
За Науру:
POR NAURU:

FOR NEPAL:
POUR LE NÉPAL:
尼泊尔:
За Непал:
POR NEPAL:

¹ See p. 228 of this volume for the texts of the reservations and declarations made upon signature— Voir p. 228 du présent volume pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la signature.

FOR THE NETHERLANDS:

POUR LES PAYS-BAS:

荷兰:

За Нидерланды:

FOR LOS PAÍSES BAJOS:

FOR NEW ZEALAND:

POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE:

新西兰:

За Новую Зеландию:

FOR NUEVA ZELANDIA:

FOR NICARAGUA:

POUR LE NICARAGUA:

尼加拉瓜:

За Никарагуа:

FOR NICARAGUA:

GUILLERMO LANG
10/29/74

FOR THE NIGER:

POUR LE NIGER:

尼日尔:

За Нигер:

FOR EL NÍGER:

FOR NIGERIA:

POUR LE NIGÉRIA:

尼日利亚:

За Нигерию:

FOR NIGERIA:

FOR NORWAY:
POUR LA NORVÈGE:
挪威:
За Норвегию:
POR NORUEGA:

OLE ÅLGÅRD
10th of May 1974

FOR OMAN:
POUR L'OMAN:
阿曼:
За Оман:
POR OMÁN:

FOR PAKISTAN:
POUR LE PAKISTAN:
巴基斯坦:
За Пакистан:
POR EL PAKISTÁN:

FOR PANAMA:
POUR LE PANAMA:
巴拿马:
За Панаму:
POR PANAMÁ:

FOR PARAGUAY:
POUR LE PARAGUAY:
巴拉圭:
За Парагвай:
POR EL PARAGUAY:

FRANCISCO BARREIRO MAFFIODO
25/X/1974

FOR PERU:
POUR LE PÉROU:
秘魯:
За Перу:
POR EL PERÚ:

FOR THE PHILIPPINES:
POUR LES PHILIPPINES:
菲律賓:
За Филиппины:
POR FILIPINAS:

FOR POLAND:
POUR LA POLOGNE:
波兰:
За Польшу:
POR POLONIA:

E. KULAGE
7.VI.1974

FOR PORTUGAL:
POUR LE PORTUGAL:
葡萄牙:
За Португалию:
POR PORTUGAL:

FOR QATAR:
POUR LE QATAR:
卡塔尔:
За Катар:
POR QATAR:

FOR THE REPUBLIC OF KOREA:
POUR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:
大韩民国:
За Корейскую Республику:
POR LA REPÚBLICA DE COREA:

FOR THE REPUBLIC OF VIET-NAM:
POUR LA RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM:
越南共和国:
За Республику Вьетнам:
POR LA REPÚBLICA DE VIET-NAM:

FOR ROMANIA:
POUR LA ROUMANIE:
罗马尼亚:
За Румынию:
POR RUMANIA:

ION DATCU¹
27 dec. 1974

FOR RWANDA:
POUR LE RWANDA:
卢旺达:
За Руанду:
POR RWANDA:

CALLIXTE HABAMENSHI
15 October 1974

¹ See p. 228 of this volume for the texts of the reservations and declarations made upon signature—Voir p. 228 du présent volume pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la signature.

FOR SAN MARINO:
POUR SAINT-MARIN:
圣马力诺:
За Сан-Марино:
POR SAN MARINO:

FOR SAUDI ARABIA:
POUR L'ARABIE SAOUDITE:
沙特阿拉伯:
За Саудовскую Аравию:
POR ARABIA SAUDITA:

FOR SENEGAL:
POUR LE SÉNÉGAL:
塞内加尔:
За Сенегал:
POR EL SENEGAL:

FOR SIERRA LEONE:
POUR LA SIERRA LEONE:
塞拉勒窝内:
За Сьерра-Леоне:
POR SIERRA LEONA:

FOR SINGAPORE:
POUR SINGAPOUR:
新加坡:
За Сингапур:
POR SINGAPUR:

FOR SOMALIA:
POUR LA SOMALIE:
索马里:
За Сомали:
POR SOMALIA:

FOR SOUTH AFRICA:
POUR L'AFRIQUE DU SUD:
南非:
За Южную Африку:
POR SUDÁFRICA:

FOR SPAIN:
POUR L'ESPAGNE:
西班牙:
За Испанию:
POR ESPAÑA:

FOR SRI LANKA:
POUR SRI LANKA:
斯里兰卡:
За Шри Ланка:
POR SRI LANKA:

FOR THE SUDAN:
POUR LE SOUDAN:
苏丹:
За Судан:
POR EL SUDÁN:

FOR SWAZILAND:

POUR LE SOUAZILAND:

斯威士兰:

За Свазиленд:

FOR SWAZILANDIA:

FOR SWEDEN:

POUR LA SUÈDE:

瑞典:

За Швецию:

FOR SUECIA:

OLOF RYDBECK

May 10th, 1974

FOR SWITZERLAND:

POUR LA SUISSE:

瑞士:

За Швейцарию:

FOR SUIZA:

FOR THE SYRIAN ARAB REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE:

阿拉伯叙利亚共和国:

За Сирийскую Арабскую Республику:

FOR LA REPÚBLICA ARABE SIRIA:

FOR THAILAND:

POUR LA THAÏLANDE:

泰国:

За Таиланд:

FOR TAILANDIA:

FOR TOGO:
 POUR LE TOGO:
 多哥:
 За Того:
 POR EL TOGO:

FOR TONGA:
 POUR LES TONGA:
 汤加:
 За Тонга:
 POR TONGA:

FOR TRINIDAD AND TOBAGO:
 POUR LA TRINITÉ-ET-TOBAGO:
 特立尼达和多巴哥:
 За Тринидад и Тобаго:
 POR TRINIDAD Y TABAGO:

FOR TUNISIA:
 POUR LA TUNISIE:
 突尼斯:
 За Тунис:
 POR TÚNEZ:

Avec la réserve suivante : «Un différend ne peut être soumis à la Cour internationale de Justice qu'avec l'accord de toutes les parties au différend.»

RACHID DRISS²

15 mai 1974

¹ With the following reservation: No dispute may be brought before the International Court of Justice unless by agreement between all parties to the dispute.

² See p. 228 of this volume for the texts of the reservations and declarations made upon signature— Voir p. 228 du présent volume pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la signature.

FOR TURKEY:
 POUR LA TURQUIE:
 土耳其:
 За Турцию:
 POR TURQUÍA:

FOR UGANDA:
 POUR L'OUGANDA:
 乌干达:
 За Уганду:
 POR UGANDA:

FOR THE UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:
 POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE:
 乌克兰苏维埃社会主义共和国:
 За Украинскую Советскую Социалистическую Республику:
 POR LA REPÚBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE UCRANIA:
 VLADIMIR N. MARTYSENKO¹
 18.06.74
 С оговоркой по ст. 13, п. 1.²

FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:
 POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:
 苏维埃社会主义共和国联盟:
 За Союз Советских Социалистических Республик:
 POR LA UNIÓN DE REPÚBLICAS SOCIALISTAS SOVIÉTICAS:
 7.VI.74
 С оговоркой по ст. 13, п. 1 конвенции.³
 YAKOV A. MALIK¹

¹ See p. 228 of this volume for the texts of the reservations and declarations made upon signature—Voir p. 228 du présent volume pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la signature.

² With a reservation to article 13(1)—Avec réserve à l'égard de l'article 13, paragraphe 1.

³ With a reservation to article 13(1) of the Convention—Avec réserve à l'égard de l'article 13, paragraphe 1 de la Convention.

FOR THE UNITED ARAB EMIRATES:
POUR LES EMIRATS ARABES UNIS:
阿拉伯联合酋长国:
За Объединенные Арабские Эмираты
POR LOS EMIRATOS ARABES UNIDOS:

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:
POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:
大不列颠及北爱尔兰联合王国:
За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:
POR EL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE:

IVOR RICHARD
13th Dec. 1974

FOR THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA:
POUR LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE:
坦桑尼亚联合共和国:
За Объединенную Республику Танзания:
POR LA REPÚBLICA UNIDA DE TANZANIA:

FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:
POUR LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE:
美利坚合众国:
За Соединенные Штаты Америки:
POR LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA:
WILLIAM E. SCHAUFLE
28 December 1973

FOR THE UPPER VOLTA:
POUR LA HAUTE-VOLTA:
上沃尔特:
За Верхнюю Вольту:
POR EL ALTO VOLTA:

FOR URUGUAY:
POUR L'URUGUAY:
乌拉圭:
За Уругвай:
POR EL URUGUAY:

FOR VENEZUELA:
POUR LE VENEZUELA:
委内瑞拉:
За Венесуэлу:
POR VENEZUELA:

FOR WESTERN SAMOA:
POUR LE SAMOA-OCCIDENTAL:
西萨摩亚:
За Западное Самоа:
POR SAMOA OCCIDENTAL:

FOR YEMEN:
POUR LE YÉMEN:
也门:
За Йемен:
POR EL YEMEN:

FOR YUGOSLAVIA:
POUR LA YUGOSLAVIE:
南斯拉夫:
За Югославию:
POR YUGOSLAVIA:

JAKSA PETRIĆ
December 17, 1974

FOR ZAIRE:
POUR LE ZAIRE:
扎伊尔:
За Заир:
POR EL ZAIRE:

FOR ZAMBIA:
POUR LA ZAMBIE:
赞比亚:
За Замбiя:
POR ZAMBIA:

RESERVATIONS AND DECLARATIONS MADE UPON SIGNATURE

RÉSERVES ET DÉCLARATIONS FAITES LORS DE LA SIGNATURE

*BULGARIA**BULGARIE*

[BULGARIAN TEXT — TEXTE BULGARE]

“Народна република България не се счита обвързана с разпоредбата на чл. 13, точка 1 на Конвенцията, съгласно с която всеки спор между две или повече държави-участнички, засягащ тълкуването или прилагането на Конвенцията, се предава по молба на една от тях на арбитраж или на Международния съд, и заявява, че за предаването на такъв спор на арбитраж или на Международния съд е необходимо във всеки отделен случай съгласието на всички страни, участващи в спора.”

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

«Народная Республика Болгария не считает себя связанной с положением статьи 13, параграфа а, конвенции, согласно которому любой спор между двумя или более государствами-участниками, касающийся толкования или применения конвенции будет передаваться по просьбе одного из них на арбитраж или в Международный Суд и заявляет, что для передачи такого спора в арбитраж или в Международный Суд в каждом отдельном случае необходимо согласие всех сторон, участвующих в споре».

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

[TRADUCTION — TRANSLATION]

The People's Republic of Bulgaria does not consider itself bound by the provisions of article 13, paragraph 1, of the Convention, under which any dispute between two or more States Parties concerning the interpretation or application of the Convention shall, at the request of one of them, be submitted to arbitration or to the International Court of Justice, and states that, in each individual case, the consent of all Parties to such a dispute is necessary for submission of the dispute to arbitration or to the International Court of Justice.

La République populaire de Bulgarie ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 13 de la Convention qui dispose que tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la Convention est soumis, à la demande de l'un d'entre eux, à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice et déclare que le consentement de toutes les parties à un tel différend est nécessaire dans chaque cas particulier, pour qu'il soit soumis à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice.

¹ Translation supplied by the Government of Bulgaria.

² Traduction fournie par le Gouvernement bulgare.

*BYELORUSSIAN SOVIET
SOCIALIST REPUBLIC*

*RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE*

[BYELORUSSIAN TEXT — TEXTE BIÉLORUSSE]

«Беларуская Савецкая Сацыялістычная Рэспубліка не лічыць сябе звязанай палажэннямі пункта 1 артыкула 13 Канвенцыі, згодна з якім любая спрэчка паміж дзвюма або больш дзяржавамі-удзельніцамі, якая датычыць тлумачэння або прымянення Канвенцыі, перадаецца па просьбе адной з іх на арбітраж ці ў Міжнародны Суд, і заяўляе, што для перадачы такой спрэчкі на арбітраж ці ў Міжнародны Суд неабходна ў кожным паасобным выпадку згода ўсіх бакоў, якія ўдзельнічаюць у спрэчцы».

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

«Белорусская Советская Социалистическая Республика не считает себя связанной положениями пункта 1 статьи 13 Конвенции, согласно которой любой спор между двумя или более государствами-участниками, касающийся толкования или применения Конвенции, передается по просьбе одного из них на арбитраж или в Международный Суд, и заявляет, что для передачи такого спора на арбитраж или в Международный Суд необходимо в каждом отдельном случае согласие всех сторон, участвующих в споре».

[TRANSLATION]

[TRADUCTION]

The Byelorussian Soviet Socialist Republic does not consider itself bound by the provisions of article 13, paragraph 1, of the Convention, under which any dispute between two or more States Parties concerning the interpretation or application of the Convention shall, at the request of one of them, be submitted to arbitration or to the International Court of Justice, and states that, in each individual case, the consent of all Parties to such a dispute is necessary for submission of the dispute to arbitration or to the International Court of Justice.

La République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 13 de la Convention, qui dispose que tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la Convention est soumis, à la demande de l'un d'entre eux, à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice et déclare qu'il faut, dans chaque cas particulier, le consentement de tous les Etats parties à un tel différend pour qu'il soit soumis à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice.

CZECHOSLOVAKIA

TCHÉCOSLOVAQUIE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

“The Czechoslovak Socialist Republic does not consider itself bound by the provisions of article 13, paragraph 1, of the Convention and declares that, in conformity with the principle of the sovereign equality of States, in each individual case, the consent of all Parties to

La République socialiste de Tchécoslovaquie ne se considère pas tenue par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 13 de la Convention et déclare que, conformément au principe de l'égalité souveraine des Etats, dans chaque cas particulier, l'assentiment de toutes les

such a dispute is necessary for submission of the dispute to arbitration or to the International Court of Justice.”

parties au différend est nécessaire pour que ce différend puisse être soumis à l'arbitrage de la Cour internationale de Justice.

ECUADOR

ÉQUATEUR

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

“ . . . El Ecuador desea acogerse a la disposición del párrafo 2 del Artículo 13 de la misma, declarando que no se considera obligado a someter las controversias que se produjeron por la aplicación del Convenio a la jurisdicción de la Corte Internacional de Justicia.”

[TRANSLATION]

[TRADUCTION]

. . . Ecuador wishes to avail itself of the provisions of article 13, paragraph 2, of the Convention, declaring that it does not consider itself bound to refer disputes concerning the application of the Convention to the International Court of Justice.

. . . L'Equateur, s'autorisant des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Convention, souhaite déclarer qu'il ne se considère pas tenu de soumettre tout différend concernant l'application de la Convention à l'arbitrage de la Cour internationale de Justice.

FINLAND

FINLANDE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

“Finland reserves the right to apply the provision of article 8, paragraph 3, in such a way that extradition shall be restricted to offences which, under Finnish Law, are punishable by a penalty more severe than imprisonment for one year and, provided also that other conditions in the Finnish Legislation for extradition are fulfilled.

La Finlande se réserve le droit d'appliquer la disposition du paragraphe 3 de l'article 8 de telle sorte que l'extradition soit limitée aux infractions passibles, en vertu de la loi finlandaise, d'une peine plus sévère qu'un emprisonnement d'un an et sous réserve également que soient réunies les autres conditions requises par la législation finlandaise pour l'extradition.

“Finland also reserves the right to make such other reservations as it may deem appropriate if and when ratifying this Convention.”

La Finlande se réserve d'autre part le droit de formuler toute autre réserve qu'elle pourra juger appropriée au moment où elle ratifiera, le cas échéant, la présente Convention.

*GERMAN DEMOCRATIC
REPUBLIC*

*RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
ALLEMANDE*

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

„Die Deutsche Demokratische Republik betrachtet sich nicht durch die Bestimmungen des Artikels 13 Absatz 1 gebunden und bekräftigt die Auffassung, daß in

Übereinstimmung mit dem Prinzip der souveränen Gleichheit der Staaten die Zustimmung aller am Streitfall beteiligten Parteien erforderlich ist, um einen bestimmten Streitfall dem Schiedsverfahren zu unterwerfen beziehungsweise dem Internationalen Gerichtshof zur Entscheidung vorzulegen.“

[TRANSLATION]

The German Democratic Republic does not regard itself bound by the provisions of article 13, paragraph 1, and reaffirms its view that in conformity with the principle of the sovereign equality of States the approval of all parties to any dispute is required in order to subject a certain dispute to arbitration or to submit it for decision to the International Court of Justice.

*GERMANY, FEDERAL
REPUBLIC OF*

“... The Federal Republic of Germany reserves the right, upon ratifying this Convention, to state its views on the explanations of vote and declarations made by other States upon signing or ratifying or acceding to that Convention and to make reservations regarding certain provisions of the said Convention.”

HUNGARY

“The Hungarian People’s Republic does not consider itself bound by the provisions of article 13, paragraph 1, of the Convention. These provisions are at variance with the position of the Hungarian People’s Republic according to which for the submission of disputes between States to arbitration or to the International Court of Justice the consent of all of the interested parties is required.”

[TRADUCTION]

La République démocratique allemande ne s’estime pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l’article 13 et réaffirme sa conviction qu’en vertu du principe de l’égalité souveraine des Etats un différend ne peut être soumis à l’arbitrage ou porté devant la Cour internationale de Justice que si tous les Etats parties au différend y consentent.

*ALLEMAGNE, RÉPUBLIQUE
FÉDÉRALE D’*

[TRADUCTION — TRANSLATION]

... La République fédérale d’Allemagne se réserve le droit, en ratifiant la présente Convention, d’exprimer ses vues sur les explications de vote et les déclarations faites par les autres Etats lors de la signature, de la ratification ou de l’adhésion à la Convention, et de formuler des réserves concernant certaines dispositions de ladite Convention.

HONGRIE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

La République populaire hongroise ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l’article 13 de la Convention. Ces dispositions ne concordent pas avec la position de la République populaire hongroise, selon laquelle des différends entre Etats ne peuvent être soumis à l’arbitrage ou à la Cour internationale de Justice qu’avec le consentement de toutes les parties intéressées.

*MONGOLIA**MONGOLIE*

[TRADUCTION — TRANSLATION]

“The Mongolian People’s Republic does not consider itself bound by the provisions of article 13, paragraph 1, of the Convention, under which any dispute between two or more States Parties concerning the interpretation or application of the Convention shall, at the request of one of them, be submitted to arbitration or to the International Court of Justice, and states that, in each individual case, the consent of all parties to such a dispute is necessary for submission of the dispute to arbitration or to the International Court of Justice.”

La République populaire mongole ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l’article 13 de la Convention, aux termes duquel tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l’interprétation ou l’application de la présente Convention serait soumis à l’arbitrage, sur la demande de l’un d’entre eux, ou à la Cour internationale de Justice, et déclare que, dans chaque cas particulier, le consentement de toutes les parties à un différend est nécessaire pour soumettre le différend en question à l’arbitrage ou à la Cour internationale de Justice.

*ROMANIA**ROUMANIE*

[TRANSLATION — TRADUCTION]

The Socialist Republic of Romania declares that it does not consider itself bound by the provisions of article 13, paragraph 1, of the Convention, under which any dispute between two or more Contracting Parties concerning the interpretation or application of the Convention which is not settled by negotiation shall, at the request of one of them, be submitted to arbitration or referred to the International Court of Justice.

«La République socialiste de Roumanie déclare qu’elle ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l’article 13 de la Convention, selon lesquelles les différends entre deux ou plusieurs parties contractantes touchant l’interprétation ou l’application de la Convention, qui n’auront pas été réglés par voie de négociations, seront soumis à l’arbitrage ou à la Cour internationale de Justice, à la demande de l’une des parties.

The Socialist Republic of Romania considers that such disputes may be submitted to arbitration or referred to the International Court of Justice only with the consent of all parties to the dispute in each individual case.

«La République socialiste de Roumanie considère que tels différends peuvent être soumis à l’arbitrage ou à la Cour internationale de Justice seulement avec le consentement de toutes les parties en litige, pour chaque cas particulier.»

*UKRAINIAN SOVIET
SOCIALIST REPUBLIC**RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
SOVIÉTIQUE D’UKRAINE*

[UKRAINIAN TEXT — TEXTE UKRAINIEN]

«Українська Радянська Соціалістична Республіка не вважає себе зв’язаною положеннями пункту 1 статті 13 Конвенції, згідно з якою будь-який спір між двома чи більше державами-учасниками, що стосується тлумачення або застосування Конвенції, передається на прохання однієї з них на арбітраж

чи до Міжнародного Суду, і заявляє, що для передачі такого спору на арбітраж чи до Міжнародного Суду необхідна в кожному окремому випадку згода всіх сторін, що беруть участь у спорі».

[TRANSLATION]

The Ukrainian Soviet Socialist Republic does not consider itself bound by the provisions of article 13, paragraph 1, of the Convention, under which any dispute between two or more States Parties concerning the interpretation or application of the Convention shall, at the request of one of them, be submitted to arbitration or to the International Court of Justice, and states that, in each individual case, the consent of all parties to such a dispute is necessary for submission of the dispute to arbitration or to the International Court of Justice.

*UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS*

[TRADUCTION]

La République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 13 de la Convention, qui dispose que tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la Convention est soumis, à la demande de l'un d'entre eux, à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice, et déclare que le consentement de toutes les parties à un tel différend est nécessaire dans chaque cas particulier pour qu'il soit soumis à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice.

*UNION DES RÉPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES*

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

«Союз Советских Социалистических Республик не считает себя связанным положениями пункта 1 статьи 13 Конвенции, согласно которой любой спор между двумя или более государствами-участниками, касающийся толкования или применения Конвенции, передается по просьбе одного из них на арбитраж или в Международный Суд, и заявляет, что для передачи такого спора на арбитраж или в Международный Суд необходимо в каждом отдельном случае согласие всех сторон, участвующих в споре».

[TRANSLATION]

The Union of Soviet Socialist Republics does not consider itself bound by the provisions of article 13, paragraph 1, of the Convention, under which any dispute between two or more States Parties concerning the interpretation or application of the Convention shall, at the request of one of them, be submitted to arbitration or to the International Court of Justice, and states that, in each individual case, the consent of all parties to such a dispute is necessary for submission of the dispute to arbitration or to the International Court of Justice.

[TRADUCTION]

L'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 13 de la Convention qui dispose que tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la Convention est soumis, à la demande de l'un d'entre eux, à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice et déclare qu'il faut, dans chaque cas particulier, le consentement de toutes les parties à un tel différend pour qu'il soit soumis à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice.

DECLARATIONS MADE UPON RA-
TIFICATION OR ACCESSION (a)DÉCLARATIONS FAITES LORS
DE LA RATIFICATION OU DE
L'ADHÉSION (a)*BULGARIA**BULGARIE*

[Confirming the declaration made upon signature. For the text, see p. 228 of this volume — Avec confirmation de la déclaration faite lors de la signature. Pour le texte, voir p. 228 du présent volume.]

*CZECHOSLOVAKIA**TCHÉCOSLOVAQUIE*

[CZECH TEXT — TEXTE TCHÈQUE]

“Československá socialistická republika se necítí vázána ustanovením článku 13 odstavec 1 Úmluvy.”

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

[TRADUCTION — TRANSLATION]

. . . The Czechoslovak Socialist Republic does not feel itself bound by the provisions of article 13, paragraph 1, of the Convention.

. . . La République socialiste tchécoslovaque ne s'estime pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 13 de la Convention.

*GERMAN DEMOCRATIC
REPUBLIC**RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
ALLEMANDE*

[Confirming the declaration made upon signature. For the text, see p. 230 of this volume — Avec confirmation de la déclaration faite lors de la signature. Pour le texte, voir p. 230 du présent volume.]

¹ Translation supplied by the Government of Czechoslovakia.

² Traduction fournie par le Gouvernement tchèque.

GHANA (a)

GHANA (a)

[TRADUCTION — TRANSLATION]

“(i) Paragraph¹ (c) of article 3 of the Convention contemplates that a State may exercise jurisdiction when the crime is committed against its own agent. This may lead to some friction with the State in whose territory the crime has been committed or the State whose national the offender is. It may also not afford the offender a fair trial. Ghana therefore wishes to make a reservation on article 3 (1) (c) of the Convention.¹”

i) A l’alinéa c du paragraphe 1 de l’article 3 de la Convention, il est prévu qu’un Etat peut exercer sa compétence lorsque l’infraction est commise contre son propre agent. Cette disposition peut donner lieu à des frictions avec l’Etat sur le territoire duquel l’infraction a été commise ou avec l’Etat dont l’auteur de l’infraction est ressortissant. Elle peut également avoir pour effet de priver l’auteur de l’infraction d’un procès équitable. Pour ces raisons, le Ghana souhaite formuler une réserve à l’égard de l’alinéa c du paragraphe 1 de l’article 3 de la Convention¹.

“(ii) Paragraph 1 of article 13 of the Convention provides that disputes may be submitted to arbitration, failing which any of the parties to the dispute may refer it to the International Court of Justice by request. Since Ghana is opposed to any form of compulsory arbitration, she wishes to exercise her option under article 13 (2) to make a reservation on article 13 (1). It is noted that such a reservation can be withdrawn later under article 13 (3).”

ii) Au paragraphe 1 de l’article 13 de la Convention, il est prévu que tout différend peut être soumis à l’arbitrage; si un accord n’intervient pas à ce sujet, une quelconque des parties au différend peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice en déposant une requête. Etant donné que le Ghana est opposé à toute forme d’arbitrage obligatoire, il souhaite faire usage du droit prévu au paragraphe 2 de l’article 13 et formuler une réserve à l’égard du paragraphe 1 de l’article 13. Il est tenu compte du fait que cette réserve peut être levée par la suite conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l’article 13.

HUNGARY

HONGRIE

Confirming the declaration made upon signature:

Avec confirmation de la déclaration faite lors de la signature :

[HUNGARIAN TEXT — TEXTE HONGROIS]

“A Magyar Népköztársaság nem ismeri el magára nézve kötelezőnek az egyezmény 13. cikke (1) bekezdésének rendelkezéseit. E rendelkezések ellentétesek a Magyar Népköztársaság azon álláspontjával, hogy az államok közötti viták választott bírósági utra tereléséhez, vagy a Nemzetközi Bíróság elé terjesztéséhez valamennyi érintett fél egyetértése szükséges.”

¹ In a notification received on 18 November 1976, the Government of Ghana informed the Secretary-General that it had decided to withdraw the reservation concerning article 3 (1) (c) of the Convention.

¹ Par notification reçue le 18 novembre 1976, le Gouvernement ghanéen a informé le Secrétaire général qu’il avait décidé de retirer la réserve concernant le paragraphe 1, c, de l’article 3 de la Convention.

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

“The Hungarian People’s Republic does not recognize as binding for itself the provisions of article 13, paragraph (1), of the Convention. These provisions are at variance with the standpoint of the Hungarian People’s Republic according to which the submitting to arbitration or the bringing before the International Court of Justice of disputes between states require the agreement of all the interested parties.”

MONGOLIA

Confirming the declaration made upon signature:

[MONGOLIAN TEXT — TEXTE MONGOL]

“Олон улсын хамгаалалтыг хүлээх хүмүүс түүний дотор дипломат төлөөлөгчдийн эсрэг гэмт хэргээс урьдчилан сэргийлэх болон шүүн цээрлүүлэх тухай Конвенцийг ойлгох, хэрэглэх талаар улсуудын хооронд гарсан аливаа маргааныг зохигчдын аль нэгний хүсэлтээр арбитраж буюу Олон улсын шүүхэд шилжүүлж байх тухай 13-р зүйлийн I-ийн заалтаар БГМАУ үүрэг хүлээхгүй. Маргааныг арбитраж буюу Олон улсын шүүхэд шилжүүлэхийн тулд маргаанд оролцогч бүх зохигчдын зөвшөөрлийг тухай бүр авч байвал зохино гэж үзэж байна”.

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION⁴]

The Mongolian People’s Republic does not consider itself bound by the provisions of article 13, paragraph 1, of the Convention, under which any dispute between two or more States Parties concerning the interpretation or application of the Convention shall, at the request of one of them, be submitted to arbitration or to the International Court of Justice, and states that, in each individual case, the consent of all parties to such a dispute is necessary for submission of the dispute to arbitration or to the International Court of Justice.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

La République populaire hongroise ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l’article 13 de la Convention. Ces dispositions ne concordent pas avec la position de la République populaire hongroise, selon laquelle des différends entre Etats ne peuvent être soumis à l’arbitrage ou à la Cour internationale de Justice qu’avec le consentement de toutes les parties intéressées.

MONGOLIE

Avec confirmation de la déclaration faite lors de la signature :

[TRADUCTION — TRANSLATION]

La République populaire mongole ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l’article 13 de la Convention, aux termes duquel tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l’interprétation ou l’application de la présente Convention serait soumis à l’arbitrage, sur la demande de l’un d’entre eux, ou à la Cour internationale de Justice, et déclare que, dans chaque cas particulier, le consentement de toutes les parties à un différend est nécessaire pour soumettre le différend en question à l’arbitrage ou à la Cour internationale de Justice.

¹ Translation supplied by the Government of Hungary.

² Traduction fournie par le Gouvernement hongrois.

³ Translation supplied by the Government of Mongolia.

⁴ Traduction fournie par le Gouvernement mongol.

PAKISTAN (a)

PAKISTAN (a)

[TRADUCTION — TRANSLATION]

“Pakistan shall not be bound by paragraph 1 of article 13 of the Convention”.

Le Pakistan ne sera pas lié par le paragraphe 1 de l'article 13 de la Convention.

TUNISIA

TUNISIE

[TRANSLATION — TRADUCTION]

[Confirming the reservation made upon signature. For the text, see p. 223 of this volume.]

[Avec confirmation de la réserve faite lors de la signature. Pour le texte, voir p. 223 du présent volume.]

UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST
REPUBLICRÉPUBLIQUE SOCIALISTE
SOVIÉTIQUE D'UKRAINE

[Confirming the reservation made upon signature. For the text, see p. 232 of this volume — Avec confirmation de la réserve faite lors de la signature. Pour le texte, voir p. 232 du présent volume.]

UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICSUNION DES RÉPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

[Confirming the reservation made upon signature. For the text, see p. 233 of this volume — Avec confirmation de la réserve faite lors de la signature. Pour le texte, voir p. 233 du présent volume.]

RÉSOLUTION 3166 (XXVIII) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE LE 14 DÉCEMBRE 1973*

CONVENTION SUR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DES INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES JOUISSANT D'UNE PROTECTION INTERNATIONALE, Y COMPRIS LES AGENTS DIPLOMATIQUES

L'Assemblée générale,

Considérant que la codification et le développement progressif du droit international contribue à la réalisation des buts et à l'application des principes énoncés aux Articles 1 et 2 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant qu'en réponse à la demande formulée dans la résolution 2780 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 3 décembre 1971¹, la Commission du droit international, à sa vingt-quatrième session, a étudié la question de la protection et de l'inviolabilité des agents diplomatiques et autres personnes ayant droit à une protection spéciale en vertu du droit international et a préparé un projet d'articles sur la prévention et la répression des infractions commises contre ces personnes,

Ayant examiné le projet d'articles ainsi que les commentaires et les observations s'y rapportant présentés par les Etats et par les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales en réponse à l'invitation formulée dans la résolution 2926 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 28 novembre 1972²,

Convaincue qu'il est important de parvenir à un accord international sur des mesures appropriées et efficaces visant à assurer la prévention et la répression des infractions commises contre les agents diplomatiques et autres personnes ayant droit à une protection internationale en raison de la grave menace que la perpétration de ces infractions fait peser sur le maintien et la promotion de relations amicales et de la coopération entre les Etats,

Ayant élaboré à cette fin les dispositions figurant dans la Convention jointe en annexe,

1. Adopte la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, jointe en annexe à la présente résolution;

2. Souligne à nouveau la grande importance que revêtent les règles du droit international relatives à l'inviolabilité et la protection spéciale à accorder aux personnes ayant droit à une protection internationale et aux obligations des Etats à cet égard;

3. Considère que la Convention jointe en annexe permettra aux Etats de s'acquitter plus efficacement de leurs obligations;

4. Reconnaît également que les dispositions de la Convention jointe en annexe ne pourront en aucun cas porter préjudice à l'exercice du droit légitime à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et à la coopération entre les Etats conformément à la

* Texte de la résolution tel que reproduit dans les *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément n° 30*, p. 157 (voir paragraphe 6 de la résolution).

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 29 (A/8429)*, p. 144.

² *Ibid.*, vingt-septième session, *Supplément n° 30 (A/8730)*, p. 121.

Charte des Nations Unies, par les peuples luttant contre le colonialisme, la domination étrangère, l'occupation étrangère, la discrimination raciale et l'*apartheid*;

5. Invite les Etats à devenir parties à la Convention jointe en annexe;
 6. Décide que la présente résolution, dont les dispositions sont en relation avec la Convention jointe en annexe, sera toujours publiée avec elle.
-